

E3 : ÉCONOMIE - DROIT

Épreuve commune aux deux options

Durée : 4 heures

Coefficient : 3

DOCUMENTS

Document 1 : Le marché des processeurs en effervescence
R. MARSON - Le Monde Informatique - 18 septembre 1998

Document 2 : Intel veut se diversifier pour renouer avec la croissance
P. LE CŒUR - Le Monde - 22 septembre 1998

Document 3 : La crise de confiance
Alternatives économiques - n° 165 - décembre 1998

**L'USAGE DES CALCULATRICES N'EST PAS AUTORISÉ
POUR CETTE ÉPREUVE**

SUJET

Ce sujet comporte deux parties indépendantes :

- dans la première partie, vous effectuerez un travail méthodologique à partir d'une documentation économique,
- dans la deuxième partie, vous présenterez un développement structuré à partir de vos connaissances et de votre réflexion.

PREMIÈRE PARTIE : TRAVAIL MÉTHODOLOGIQUE - (Barème indicatif : 12 points)
--

1. La course à la croissance sur le marché des microprocesseurs - (Barème indicatif : 8 points)

Sur la base des documents 1 et 2 et en recourant à la terminologie économique adéquate,

- a) caractériser l'environnement économique de l'entreprise Intel – (Barème indicatif : 1,5 points)
- b) apprécier la position concurrentielle de cette entreprise - (Barème indicatif : 1,5 points)
- c) identifier et caractériser ses axes stratégiques - (Barème indicatif : 3 points)
- d) présenter les options stratégiques choisies - (Barème indicatif : 2 points)

2. La crise de confiance au Japon - (Barème indicatif : 4 points)

À partir du document 3,

- a) repérer les indicateurs de récession au Japon
- b) présenter les causes et les conséquences de la crise bancaire sur l'économie nipponne.

DEUXIÈME PARTIE : DÉVELOPPEMENT STRUCTURÉ - (Barème indicatif : 8 points)
--

L'écrit est-il remis en cause en tant que mode de preuve par le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication ?

Document 1

LE MARCHÉ DES PROCESSEURS EN EFFERVESCENCE

Soubresauts financiers, ruptures technologiques, course à la puissance, segmentation du marché, nouveaux périphériques, imbroglio juridique... L'univers des processeurs est décidément très agité. Pour les utilisateurs, traditionnellement enclins à choisir Intel, l'heure est venue de réviser les certitudes. L'hétérogénéité du parc processeurs croît. Il faudra la gérer.

« Notre objectif est clair et nous l'atteignons de plus en plus souvent. Nous voulons que, sur les appels d'offres des entreprises ou des administrations, les donneurs d'ordres précisent qu'ils exigent des processeurs Intel. » Gilles Granier, directeur général pour l'Europe du Sud-Ouest de la marque, a le mérite de la franchise. Il n'a pas tort. Les actions de *lobbying*¹ d'Intel, auprès du Cigref (Club informatique des grandes entreprises françaises) ou des grandes administrations, laissent aujourd'hui peu de place aux concurrents (Cyrix, AMD, etc.) dans les grands contrats. Quant au grand public, matraqué depuis des mois par le slogan planétaire de la marque (« *Intel Inside* »), il s'est rué début septembre sur les machines portant l'estampille, pour emporter en quelques heures la dizaine de milliers de PC² à moins de 4 000 francs.

La concurrence va-t-elle pour autant baisser les bras ? Sans doute pas. Elle a même de bonnes raisons de croire à ses chances face à la toute puissance d'Intel. Ses atouts sont de trois ordres. Le premier, juridique, a consisté à engager des poursuites contre le numéro un, accusé d'abuser de sa position pour empêcher l'innovation et la concurrence. Le feuilleton, qui dure depuis plusieurs mois, a fait tanguer les actions Intel à New York, où elles accusaient, fin juin, une baisse de 10 % sur leur valeur du début de l'année, et de près de 30 % sur leur valeur de février.

Second argument, conjoncturel celui-là, la crise financière en Asie du Sud-Est, et maintenant en Russie, a des effets calamiteux sur le marché des composants et des semi-conducteurs. Tous les acteurs ont vu leurs marges affectées, les fermetures d'usine se multiplient. Bien sûr, les concurrents d'Intel souffrent aussi. Mais, la période peut leur être favorable, dans la mesure où le numéro un, obligé de se donner des priorités, peut leur laisser le champ libre sur certains segments de marché.

Car, et c'est le troisième volant de la contre-attaque, le fleuve technologique n'est plus aussi tranquille qu'avant. En poste fixe, il y a aujourd'hui au moins trois segments d'utilisation des processeurs, à partir du PC d'entrée de gamme (4 000 francs), jusqu'aux serveurs d'entreprise (plus de 25 000 francs), avec des gammes intermédiaires (8 000 à 12 000 francs). Il y a aussi les portables, sans compter les nouveaux périphériques, qui embarqueront de plus en plus d'intelligence, éventuellement connectés à des systèmes d'information.

Intel dispose, pour chaque segment, d'offres particulières : Celeron pour les PC premiers prix, le Pentium II ensuite, et les Pentium II Xeon pour les entreprises. Concernant les *laptops*³, il travaille à l'adaptation de l'architecture P6 et à la réduction des problèmes de dissipation électrique. Enfin, il a racheté durant l'été la technologie *Strong Arm* de Digital Semi-Conductor, qui doit lui permettre, à terme, de fournir une architecture visant le segment domestique (téléphonie, automobile, etc.).

R. MARSON - *Le Monde Informatique* - 18 septembre 1998

¹ actions d'influencage

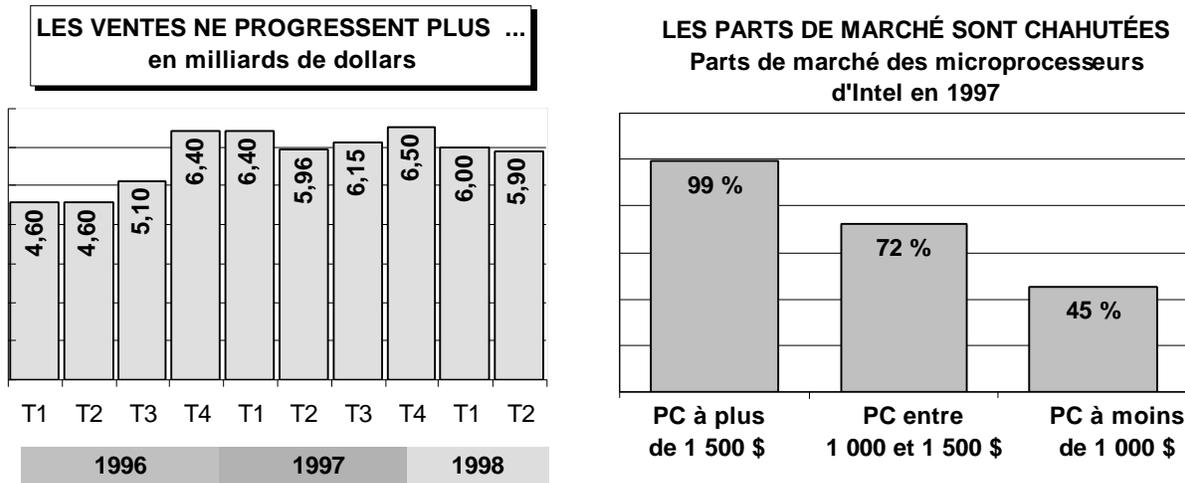
² ordinateurs individuels

³ ordinateurs portables

Document 2

INTEL VEUT SE DIVERSIFIER POUR RENOUEUR AVEC LA CROISSANCE

Dans un entretien au journal « Le Monde », Craig Barrett, PDG du numéro un mondial des microprocesseurs, s'inquiète de la stagnation des ventes.



« Notre priorité est la croissance. Nos ventes ont cessé de croître depuis plus d'un an et demi. Nous devons retrouver la croissance. D'abord dans notre métier traditionnel, les microprocesseurs pour les ordinateurs personnels (PC). Mais nous devons aussi saisir les opportunités dans l'informatique de réseaux, le commerce électronique, l'imagerie numérique, où nous multiplions les initiatives.

Question : Envisagez-vous des inflexions dans la gestion de l'entreprise ?

Réponse : Il n'y aura pas de modification dans le style de fonctionnement. Le seul changement concernera l'attention accordée à la croissance. Nous venons de désigner un manager qui s'occupera des nouvelles activités. Nous étions la compagnie des microprocesseurs, avec peu d'activités périphériques. J'espère que nous deviendrons une entreprise plus diversifiée. Toujours centrée sur l'industrie des ordinateurs, mais avec beaucoup d'autres activités que les microprocesseurs.

Question : Quel est l'état du marché des PC après le ralentissement des achats de composants par les fabricants en début d'année, dû, entre autres, à des stocks élevés ?

Réponse : L'Europe occidentale et les États-Unis ont une bonne croissance. Quelques pays d'Asie du Sud-Est aussi, comme l'Inde, la Chine. Mais les marchés régressent au Japon, en Corée, en Malaisie et en Thaïlande. Les ventes mondiales de PC devraient croître de 10 % cette année, alors que la croissance annuelle moyenne historique a été de plus de 18 % en unités vendues. Ce sera donc une année à croissance ralentie. En partie à cause de la crise financière en Asie. De ce qui se passe aussi en Russie. Quelques pays d'Amérique latine voient également leur économie ralentir à cause d'une crise monétaire. Néanmoins, Windows 98 crée de l'engouement. Nous avons lancé de nouveaux produits qui suscitent l'intérêt. Et la seconde partie de l'année est toujours solide, avec la rentrée scolaire et Noël. Nous sommes optimistes pour le second semestre.

Question : Une part des problèmes d'Intel tient à la baisse des prix de vente et des marges sur les microprocesseurs avec le succès des PC à moins de 1 000 dollars, marché où le groupe a été devancé par AMD et Cyrix. Êtes-vous satisfaits de vos puces Celeron lancées en avril ?

Réponse : Les PC à bas prix sont devenus populaires, particulièrement dans la grande distribution. La baisse des prix gagne aussi les portables. La question est de savoir si ces PC à bas prix élargissent le marché, ou si leurs achats se font aux dépens d'ordinateurs plus coûteux, ce qui ne serait pas bon pour l'industrie car il y aurait moins de marge et donc moins d'argent pour investir en recherche-développement. J'espère et je pense que ces PC à bas prix vont accroître le nombre d'utilisateurs.

Document 3

JAPON : LA CRISE DE CONFIANCE

Plongé dans la récession, le pays peine à relancer la consommation et à résoudre la crise bancaire qui plombe son économie.

Des bons d'achat d'une valeur équivalente à 900 francs devraient être distribués à quelque 35 millions de Japonais pour les inciter à consommer. Face à l'échec des multiples politiques de relance par les dépenses publiques et la baisse des taux d'intérêt, le gouvernement de Keizo Obushi est décidément prêt à tout pour relancer la croissance au Japon. Annoncée mi-novembre, cette mesure ciblée, dont le coût est estimé à plus de 30 milliards de francs, s'inscrit dans un énième plan de relance qui devrait prochainement être mis en œuvre. Elle survient après l'annonce d'une thérapie de choc : un mégaplan de sauvetage des banques japonaises pour un montant égal à 11 % du produit intérieur brut.

Ces mesures, qui n'ont encore rien de concret, témoignent du désarroi de la classe dirigeante face à l'ampleur de la crise au Japon : l'activité devrait reculer en 1998 pour la deuxième année consécutive (- 2,6 %) et n'augmentera quasiment pas en 1999, estime l'Organisation pour la coopération et le développement économique, OCDE.

L'Agence gouvernementale de planification économique est encore plus pessimiste : selon elle, le pays pourrait rester en récession jusqu'à l'an 2000.

Un coup fatal porté à la consommation

La faiblesse de la demande intérieure, qui empêche une réelle reprise de l'économie japonaise, est l'un des principaux problèmes. Après avoir reculé de 0,5 % en 1997, celle-ci devrait chuter de 3,5 % cette année et stagner l'année prochaine, estime l'OCDE. Pourquoi cette situation alors même que le pays, embourbé dans la crise depuis 1993, semblait enfin renouer avec la croissance en 1997 ? Une erreur de politique économique est à l'origine de ce brusque ralentissement. Tandis que l'activité affichait une croissance de 3,5 % en 1996, le gouvernement a en effet décidé de s'attaquer, dès le printemps 1997, aux finances publiques, qui s'étaient dégradées au fil des multiples plans de relance. Il a donc relevé la TVA et les charges sociales. Mais l'expansion n'était pas suffisamment solide pour absorber le resserrement fiscal : cette mesure a porté un coup fatal à la reprise, notamment à celle de la consommation.

La crise financière qui s'est abattue sur l'Asie en juillet 1997 n'a pas arrangé la situation. Le chômage a progressé, freinant encore un peu plus la consommation des ménages. Désormais, 4 % de la population active sont sans emploi, les jeunes étant les plus touchés (8 %). Un niveau record. En dépit des mesures fiscales destinées à la relancer, la consommation a reculé de 1,8 % cette année, provoquant une hausse parallèle du taux d'épargne. Au-delà de la conjoncture, la reprise de la consommation bute sur une crise de confiance des Japonais : ils font preuve d'un profond pessimisme qui se nourrit du discrédit dont souffrent la classe politique et les hauts fonctionnaires. La confiance dont bénéficiait traditionnellement la haute administration s'est notamment affaiblie après la découverte de multiples scandales financiers.

Les banques, priorité numéro un

La crise asiatique a aussi et surtout renforcé les difficultés des banques, très engagées dans la région, en provoquant l'apparition de nouvelles créances douteuses. Déjà affaiblies par l'éclatement de la bulle spéculative - après les surinvestissements dans l'immobilier au cours des années 80 - nombre d'établissements bancaires se sont retrouvés dans des situations critiques, voire en faillite. Au bord de l'asphyxie et échaudées par la défaillance de nombreux emprunteurs, les banques ont peu à peu coupé les robinets du crédit, mettant à leur tour les entreprises en difficulté.

Parallèlement, la crise a brutalement réduit les débouchés des produits japonais : les pays émergents d'Asie, qui absorbaient jusque-là 45 % des exportations japonaises, ont réduit leurs achats au Japon de

plus d'un tiers au premier semestre 1998. L'effet récessif s'est ainsi accentué : les résultats des entreprises plongent, les faillites se multiplient, l'investissement privé recule, les licenciements s'accroissent et la production industrielle baisse, entraînant revenus et salaires... Tous les symptômes d'une économie en déflation.

Dans ce contexte, la résolution de la crise bancaire, qui pèse sur la reprise de l'activité d'autant plus que le pays s'enfonce dans la récession, est devenue la priorité numéro un du gouvernement. « La fragilité du système financier et la dégradation de l'économie réelle se nourrissent l'une l'autre. C'est pourquoi l'assainissement du secteur bancaire est indispensable au retour de la croissance économique », expliquait récemment Toshiro Oritate, délégué général de la Banque du Japon en France. Le mégaplan de sauvetage des banques annoncé mi-octobre constitue sans doute une avancée en la matière. Longtemps repoussé pour des raisons politiques, ce plan a finalement fait l'objet d'un accord entre le PLD, le parti au pouvoir, et les partis d'opposition. Cet accord a été d'autant plus long à trouver que la légitimité du pouvoir politique à faire payer les erreurs passées des banques avec l'argent public - donc par les contribuables - est faible, compte tenu de sa collusion avec les dirigeants des banques et le "milieu".

Candidats à la nationalisation

Pour la première fois, l'accord vise à nationaliser les établissements les plus fragiles et à injecter des fonds dans ceux qui sont fragiles mais solvables. À une condition : que la banque aidée accroisse ses crédits aux PME. La Banque de crédit à long terme (LTCB) a d'ores et déjà demandé à être nationalisée. Et, face à l'ampleur de la récession, quinze des dix-huit grandes banques d'intérêt national, jusque-là très réticentes, ont finalement sollicité l'aide de l'État.

Au-delà de la recapitalisation des banques et des fonds destinés à racheter les créances douteuses des établissements en cessation de paiement, le plan de sauvetage comprend une enveloppe budgétaire qui sera affectée à la protection des déposants.

Cette étape est, sinon décisive, en tout cas nouvelle dans la résolution de la crise financière japonaise. Si elle est menée à terme, elle pourrait redonner une bouffée d'air à l'économie nipponne. L'économie mondiale, et les pays asiatiques en particulier, ne pourraient qu'en bénéficier.

*Prune Helfer et Sandrine Trouvelot
Alternatives économiques - n° 165 - décembre 1998*